

**Address by Daniel Jean, Deputy Minister of Foreign
Affairs, to the 70th Session of the United Nations
General Assembly**

October 3, 2014 - New York City, New York

Check Against Delivery

Mr. President, Mr. Secretary-General, Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

I am honoured to appear before you today to deliver these remarks on behalf of the Government of Canada in this, the 70th anniversary year of the United Nations.

As a founding member of the UN, Canada played a constructive role in drafting the Charter and creating this organization – before, during and after the 1945 international conference in San Francisco.

There can be little doubt that, over the last seven decades, through this Assembly, other UN bodies, and

the myriad agencies, funds and programs associated with the UN, this institution has often helped to improve the lives and prospects of people around the world. It has done so even as member states and the UN itself have struggled to realize the organization's most fundamental aspirations. And since that time, Canada and Canadians have been steadfast supporters of the United Nations and deeply engaged in its work to deliver results for the benefit of our common future.

Development Assistance

One of the ways in which the UN led the way in its early years – and in which it continues to light the path ahead – has been in the vital area of international development. Canada is proud to support, in word and deed, the commitments in the 2030 Agenda. This organization – and the international community it represents – deserves our praise for aiming to eliminate

poverty on a global scale. It is an objective that will require innovative new approaches and new partnerships. We will also need to promote fundamental freedoms, the rule of law, and accountable governance in those parts of the world where these critical building blocks for sustainable development are weak or absent. Canada looks forward to collaborating with others to sustain the momentum already underway as a result of the Millennium Development Goals, and to move forward with renewed determination.

The Government of Canada has identified maternal, newborn and child health as a priority for development – in support of which we have committed \$3.5 billion over the next five years. There has been progress, to be sure, but there remains much more to do. Canada welcomes the inclusion of Maternal, Newborn and Child Health in the 2030 Agenda as a means of following through on the

commitments made under the 2010 G8 Muskoka Initiative, the “Saving Every Woman, Every Child Summit” in Toronto in 2014, and the renewed “Global Strategy for Women’s, Children’s and Adolescents’ Health”.

As the international community commits to implementing the 2030 Agenda, one of the most critical questions we still face is how to finance the Sustainable Development Goals. While current Official Development Assistance will retain its important role, current and projected levels fall well short of the trillions of dollars required to implement these goals. We need to find new ways to blend financing from donors, foundations, the private sector and other sources to fill this gap.

The Global Financing Facility in support of “Every Woman Every Child” is an excellent model of how the private sector can be brought on board to collaborate with national governments to *sustainably* finance

maternal, newborn and child health initiatives. The additional investment generated through the GFF and other innovative financing mechanisms will set the course for increasing funding from the current billions of dollars allocated for development finance to the trillions required for the post-2015 agenda. Canada will continue to play a leading role in helping to establish these mechanisms to secure sustainable financing, and leverage the expertise and resources of the private sector in support of development outcomes.

***** Switch to French *****

Aide humanitaire

L'aide humanitaire est d'autant plus importante que les progrès du développement peuvent être anéantis du jour au lendemain par des catastrophes naturelles, la violence politique, des conflits internationaux ou des crises liées à une insécurité alimentaire aiguë ou à la

propagation de maladies. En prévision du tout premier Sommet mondial sur l'aide humanitaire, en mai prochain, nous devons tous nous attaquer à rehausser la détermination des pays à respecter le droit international humanitaire, à protéger les civils et à renforcer la résilience face à des crises éventuelles, notamment en veillant à ce que les gouvernements nationaux soient équipés pour faire face à ces crises.

Lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins de l'humanité, le Canada s'efforce toujours d'agir avec générosité, rapidité et efficacité afin de sauver des vies, d'atténuer les souffrances et de préserver la dignité des personnes les plus touchées.

En 2014, le Canada a augmenté de 32 p. 100 sa contribution financière à l'aide humanitaire pour répondre à des besoins sans cesse croissants dans le monde, notamment pour des pays en crise comme l'Iraq,

la Syrie, les Philippines, l'Ukraine, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Yémen. De même, le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'action rapide et efficace de la communauté internationale face à l'épidémie d'Ébola dans certaines régions de l'Afrique de l'Ouest.

Comme il l'a fait à de maintes reprises par le passé, le Canada a la capacité et la volonté d'aider à faire face à la crise des réfugiés et des migrants qui touche actuellement l'Europe. Depuis la création des Nations Unies, la communauté internationale a été confrontée à de nombreuses situations ayant entraîné le déplacement volontaire et involontaire de personnes. Dans certains cas, comme celui des personnes tentant d'échapper à la crise en Syrie, le problème est pressant, dans d'autres, il s'inscrit dans la durée. Nous collaborerons avec nos partenaires pour surmonter ces difficultés, y compris en

accélérant le processus de réinstallation de Syriens et d'Iraquiens dans notre propre pays cette année. Nous savons que les Canadiens appuieront ces efforts avec le même esprit de générosité qui a caractérisé l'aide qu'ils ont apportée lorsque d'autres étaient en détresse et touchés par des catastrophes.

Paix, sécurité et droits de la personne

Toutefois, nous ne pouvons pas nous arrêter là. Il faut aussi nous attaquer ensemble aux violations des droits de la personne et promouvoir la stabilité, la paix et la prospérité dans des régions en proie à l'instabilité ou à des conflits violents. Les Nations Unies, ancrées dans le respect des droits fondamentaux et des libertés, de la démocratie et de la primauté du droit, ont été conçues précisément dans cet objectif. Sans l'engagement résolu et collectif de tous les États membres pour ces principes, les mots édifiants du préambule de la Charte des Nations

Unies risquent tout simplement de devenir des paroles creuses, dénuées de sens.

Pour reprendre les paroles du premier ministre du Canada :

« Là où la misère humaine est grande, où une pauvreté tenace règne, où le refus de la justice est systématique, il n'y a pas vraiment la paix, seulement le germe de futurs conflits. »

Le Canada continue de soutenir le vaste éventail d'initiatives et de mesures mises en œuvre par les Nations Unies pour promouvoir la paix et la sécurité, y compris les tout derniers efforts visant à lutter contre le terrorisme et à identifier de nouveaux moyens de combattre l'extrémisme violent.

Ce sont d'innocents civils qui souffrent le plus de conflits internes et internationaux, comme aujourd'hui

en Iraq et en Syrie, où EIIS et d'autres groupes terroristes sèment la destruction. Nous sommes préoccupés par la résurgence des talibans dans le nord de l'Afghanistan, par le degré d'ambition de l'~~État islamique~~^{EIIS} et de leurs réseaux en expansion en Asie du Sud, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans le Sahel, ainsi que par leurs filiales telles que Boko Haram. La communauté internationale doit continuer à prendre des mesures significatives pour lutter ensemble contre le terrorisme.

Face à cette situation, l'action du Canada englobe non seulement son rôle dans la coalition militaire qui lutte contre la menace immédiate que présente l'Etat islamique, mais aussi ses efforts visant à fournir une aide humanitaire. Le Canada appuiera les minorités ethniques et religieuses, dont l'existence même est menacée. Nous nous engageons à attirer l'attention de tous sur les

conséquences de la violence sexuelle et d'autres abus barbares perpétrés par l'État islamique à l'encontre des femmes et des filles. En juillet dernier, nous avons accueilli la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles, M^{me} Zainab Bangura, qui a rendu compte des conclusions graphiques et détaillées de sa mission d'évaluation au Moyen-Orient aux membres de la coalition de lutte contre l'État islamique, réunis dans la ville de Québec. À cette même réunion, le Canada a annoncé une contribution financière supplémentaire au profit des survivants des abus de l'État islamique et à l'appui du travail essentiel de M^{me} Bangura.

Depuis longtemps, le Canada est déterminé à œuvrer en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles et à un plus grand respect de leurs droits en situation de conflit. C'est pourquoi nous appuyons

l'examen de haut niveau de la mise en œuvre du programme sur les femmes, la paix et la sécurité, comme nous le faisons depuis ces 15 dernières années, c'est-à-dire depuis l'adoption de la première résolution sur cette question : la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Canada joue aussi un rôle de premier plan dans la campagne mondiale visant à éliminer le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé : une pratique répandue et néfaste qui menace la vie et l'avenir des filles dans le monde entier, avec des conséquences dévastatrices non seulement pour elles, mais également pour l'ensemble de leur communauté.

***** *Switch to English* *****

Our rules-based international system must be preserved. International guarantees lose their meaning if rules are flagrantly violated. We must face these acute

challenges to security and human rights, as in Iraq and Syria, as well as the abuses which follow in the wake of acts of aggression such as the Russian invasion of Ukraine, the illegal annexation of Crimea, and continued interference in Eastern Ukraine. This podium must not be used by leaders to subvert the principles on which this organization was established. This platform should be used to respond to, and tackle, these global threats.

Two countries that persistently violate international standards in this realm – whose governments oppress their own people and threaten their neighbours as well as global peace generally – are Iran and North Korea.

Non-compliance over decades raises questions about ambition and intention. Verbal pledges or paper promises are not enough. There must be verifiable evidence of compliance and meaningful penalties for continued defiance. In this regard, while we appreciate

the efforts of the P5+1, the real test of the Iran Joint Comprehensive Plan of Action, or any similar agreement, will be in its concrete implementation and independent verification. Actions speak louder than words. To that end, it is vital to support, sustain and, where necessary, enhance, the monitoring capabilities of the relevant agencies – such as the International Atomic Energy Agency – and ensure that verifiable deeds match conciliatory words. Nothing less than the credibility of the UN is at stake on such matters.

As with any organization, it is vital for the UN to reassess what it does and how it pursues its goals in light of the remarkable changes since its inception. Canada wholeheartedly supports the High Level Review of Peace Operations – we cannot always rely on the instruments of yesterday to deal with the crises of today.

Freedom, peace and stability pave the way to lasting prosperity. As we all know, the path to real, sustainable development requires action at many levels – and with many partners. Private sector-led growth is a key ingredient for achieving this goal and for reducing poverty. Trade and investment are at the heart of this effort. This is why Canada is a firm supporter of a free and open trading system that fosters growth, contributes to development and supports poverty reduction in all regions of the world.

Climate Change

Perhaps no issue reminds us that we are all part of one world than the threat to our collective well-being posed by climate change. Climate change is a global challenge requiring global solutions. Canada takes the challenge of climate change seriously and is working with

all Parties under the United Nations Framework Convention on Climate Change to reach an effective post-2020 climate change agreement at the COP21 meeting later this year in Paris. For Canada, an effective agreement must address both mitigation and adaptation; and, most importantly, such an agreement must include a commitment to mitigation actions by all the world's major emitters of greenhouse gases. On May 15, Canada announced its post-2020 climate change target – an economy-wide reduction of greenhouse gas emissions by 30 percent below 2005 levels by 2030. This is an ambitious target that is in line with other major industrialized countries and reflects our national circumstances, including Canada's position as a world leader in clean electricity generation. Canada recognizes that financing is a key part of the discussion and, moving forward with our partners, we will, as we have done in the past, continue to support international climate-

change financing. Canada has already pledged \$300 million to the Green Climate Fund, in addition to a previous investment of \$1.2 billion we provided under Fast-Start Financing, which has supported a number of beneficial projects in more than 70 developing countries.

Canada's Financial Contribution to the UN

From the beginning, Canada has been one of the largest and most reliable financial contributors to the UN. Seen in the light of that support, it should come as no surprise that the Government of Canada and Canadians expect this money to be spent wisely and that the UN should be held accountable for its expenditures.

Conclusion

As I said at the outset, the over-arching aims of the UN since its inception have been remarkably consistent: to help achieve greater prosperity and security, to

advance mutual respect, fairness and good international conduct, and, ultimately, to inspire and sustain the hopes of people everywhere for a better future. With our friends and partners in the global community, we have striven to make this world a better place and to make the UN a better instrument to achieve these goals. We look forward to working together with other nations, as we have for seven decades, in pursuit of this common purpose.

Thank you.